

# Mobilisation en force contre la fermeture de la trésorerie

LA GAZETTE DU COMMINGES. 14 JUILLET 2015

## SERVICES PUBLICS

La Direction départementale des Finances publiques l'a annoncé le 11 juin aux organisations syndicales, la trésorerie de L'Isle-en-Dodon devrait voir ses missions changer au 1er janvier 2016. Simple «aménagement» pour la direction, «fermeture sèche» pour les syndicats... mais une catastrophe pour les élus locaux, qui se préparent à une lutte aussi âpre qu'en 2008, où un projet similaire avait été évité grâce à une forte mobilisation.

Simple «aménagement», comme l'affirme la Direction départementale des Finances publiques, ou véritable fermeture comme le craignent les syndicats et élus ? La trésorerie de L'Isle-en-Dodon devrait en tout cas voir ses missions largement diminuées à partir du 1er janvier 2016, date à laquelle ses agents se verront rattachés à la trésorerie de Boulogne, une annonce faite aux syndicats le 11 juin dernier.

Et la réaction n'a pas tardé dans cette ville qui se souvient qu'en 2008, un projet similaire avait été lancé et évité de peu grâce à la mobilisation des élus et des syndicats : opération d'information de la population, conférence de presse des syndicats et rassemblement, samedi 27 juin sur le marché, et une invitation adressée au directeur régional des Finances publiques, Alain Chantereau, à venir s'expliquer devant les délégués lors du conseil communautaire du 1er juillet\*.

\*Actuellement, un seul contact public gère à la fois la trésorerie de L'Isle et celle de Boulogne alors qu'il devrait y en avoir

deux, explique Boris Beaudoin, secrétaire de la CGT Finances publiques 31. Un seul emploi est donc pourvu et le poste non pourvu risque d'être supprimé.

Une perte d'un poste difficilement tenable, quand les quatre agents de Boulogne doivent déjà gérer les finances de 53 collectivités, auxquelles s'ajouteraient la cinquantaine de collectivités isolées gérées par un seul agent. «Depuis le 1er mars, ces deux trésoreries ne sont ouvertes que l'après-midi, précise encore le syndicaliste. Elles sont encore ouvertes plus de 30h par semaine, et là il y aura une seule trésorerie ouverte 16h par semaine. C'est même un recul par rapport à 2008 !» Et de s'inquiéter déjà du sort d'autres trésoreries menacées : «Il y a une «démarche stratégique» pour la période 2016-2019 et on découvrira chaque année ce qui est prévu pour la suite. Ce n'est que le début et en 2017, on risque d'avoir Aspet et Aurignac.»

«On ne nous parle pas de fermeture, mais d'aménagement», note de son côté le président de la Communauté de communes

des Portes du Comminges, Loïc Le Roux de Bretagne.

## «On supprime tout attrait»

«Mais tout ce qui concerne la réduction des offres de service de l'Etat, j'y suis opposé : on délaisse tout service de proximité et on supprime tout attrait pour les jeunes, les entreprises, les salariés...» Selon l' élu, une concertation serait engagée avec la direction des Finances publiques, mais sur le seul point de l'organisation des permanences : «Ce serait peut-être deux demi-journées par semaine, plus une journée par semaine au moment des déclarations d'impôt, mais rien de ferme et définitif. En fait, ils ont beaucoup de mal à trouver du personnel pour venir travailler...»

«Il n'y aura plus rien si ça continue, renchérit le maire de L'Isle, François Caroué. C'est le pot de terre contre le pot de fer mais si on ne fait rien, on nous le reprochera. On a l'espoir de gagner comme en 2008, mais la conjonction n'est plus du tout la même». M. Le Roux de Bretagne, lui, s'inquiète déjà de la



Élus et syndicalistes se sont rassemblés devant le marché.

«Nous avons donné gratuitement deux bureaux au Trésor public et mis à sa disposition un agent dans les locaux de la commune. Cela a été fait avec nos impôts...», pestait Gilbert Siou-tac, le maire de Lilhac, suivi par Alain Fréchet pour Boissède ou Victoria Lacoste pour Agassac. Une nouvelle manifestation devrait être organisée le 11 juillet.

J.-O.B. & S.F.  
\* En raison de nos délais de bouclage, nous ne pouvons rendre compte de cette rencontre. Nous y reviendrons dans la prochaine édition de la Gazette

suite : «Aujourd'hui c'est le Trésor public, après ce sera peut-être la Poste ou un autre. Ils ont déjà essayé...»

Élus, syndicalistes et citoyens se sont donc réunis en nombre, samedi 27 juin durant le marché, pour dire leur opposition à ce projet, parmi lesquels 20 maires sur les 24 que compte la communauté de communes, ainsi que la conseillère départementale Sandrine Duarte : «Hier après-midi, au Conseil départemental, nous avons voté contre cette fer-